

PRÉFET DU VAR

PREFECTURE

DIRECTION DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ETAT

BUREAU DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- 2 AVR. 2012

ARRETE en date du
portant mise en demeure et suspension d'activité
au titre de la réglementation relative
aux installations classées pour la protection de l'environnement

Exploitation illégale de carrière par M. Didier SIMIONATO

Lieu-dit Plan Jaubert/Les Nivières

Commune du LUC EN PROVENCE

Le Préfet du VAR,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.514-2,

Vu le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 incluant les carrières dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 2510,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 14 mars 2012,

Considérant que des affouillements ont été effectués sans autorisation par M. Didier SIMIONATO, domicilié 277 Bd des Vallons 83550 VIDAUBAN, sur le territoire de la commune du LUC EN PROVENCE, au lieu-dit Plan de Jaubert/Les Nivières,

Considérant que les extractions précitées sur une superficie supérieure à 1000 m² avec des matériaux extraits évacués, constituent une activité soumise à autorisation préfectorale préalable au titre de la rubrique n° 2510-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant que ces extractions n'ont fait l'objet d'aucune demande d'autorisation à ce titre,

.../...

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure M. Didier SIMIONATO de régulariser sa situation par le dépôt d'une demande d'autorisation,

Considérant que les travaux illégaux susvisés portent une atteinte grave aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, notamment en matière de sécurité, de dégradation des lieux, de déplacement de la faune et destruction de la flore,

Considérant, pour ces motifs, que la poursuite de ces extractions, de nature à aggraver ces désordres, ne peut être tolérée, il y a lieu de suspendre cette activité jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation susvisée,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var,

ARRETE

Article 1:

M. Didier SIMIONATO, demeurant 277, Bd des Vallons – 83550 VIDAUBAN - est mis en demeure de régulariser, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, la situation administrative de l'installation classée pour la protection de l'environnement (affouillements) qu'il exploite lieu-dit Plan Jaubert/Les Nivières, sur le territoire de la commune du LUC EN PROVENCE.

A cette fin, M. Didier SIMIONATO doit déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter établi conformément aux articles R 512-2 à R 512-10 du code de l'environnement.

Article 2:

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-2 du code de l'environnement.

Article 3:

L'exploitation des affouillements est suspendue jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation visée à l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 5 – Notification et publicité:

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Il sera également affiché en mairie du LUC EN PROVENCE pendant une durée d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

..../....

Article 6 – Recours:

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

Article 7 – Exécution :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire du Luc en Provence, l'Inspecteur des installations classées auprès de l'unité territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé – Délégation territoriale du Var.

Toulon, le

- 2 AVR. 2012

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Olivier de MAZIERES